



&

croix-rouge française



S'ASSOCIENT DANS LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES CONJUGALES

Table des matières

PRESENTATION DU PROJET	3
L'ETUDE DES BESOINS, LES CONSTATS.....	4
Les constats du bailleur	5
Les constats de La Croix-Rouge	6-19
LE PROJET : FINALITES, OBJECTIFS ET MISE EN OEUVRE.....	20-24
Repérage des situations	21
Diagnostic	21
Recherche du logement adapté	22
Accompagnement	22
Fin du dispositif logement relais sous location	23
Locataire en titre – veille sociale	23
Suivi et évaluation de projet	23-24
SCHEMA.....	25
LES MODALITES DE L'ACCOMPAGNEMENT	26

Annexes

1. PRESENTATION D'EKIDOM
2. PRESENTATION DU PÔLE ACCOMPAGNEMENT SOCIAL EKIDOM
3. PRESENTATION DE LA CROIX-ROUGE FRANCAISE
4. PRESENTATION DU DISPOSITIF ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES DE LA CROIX-ROUGE FRANCAISE
5. PLAN D'ACTIONS DU PDALHPD
6. LISTE DES DOCUMENTS CONSULTES



PRESENTATION DU PROJET

LOGEMENT RELAIS

VICTIMES DE VIOLENCES

CONJUGALES

Lors de violences conjugales, la question de rester ou de quitter le logement se pose pour les victimes.

En plus des démarches visant l'éviction du conjoint, et de fait, le maintien de la victime dans son logement, des actions doivent être conduites pour faciliter l'accès au logement.

Le logement constitue souvent le lieu où s'exercent les violences. L'auteur peut en être évincé afin de protéger les victimes, mais certaines préfèrent en partir, temporairement ou définitivement, afin de se sécuriser ainsi que leurs enfants le cas échéant. Certaines trouvent des relais familiaux ou amicaux, d'autres sont hébergées à l'hôtel ou en CHRS... d'autres sont sans abri ou en squat. A un moment donné, toutes devront rechercher un nouveau logement, un nouveau « chez soi » où elles pourront être en sécurité et commencer à se reconstruire avec leurs enfants.

Aujourd'hui sur le territoire, les dispositifs d'hébergements « spécifiques » sont saturés car la prise en charge de ces situations prend du temps. La réponse est donc la mise à l'abri à l'hôtel, le temps de se poser et d'envisager une solution adaptée. Cependant, l'hôtel ne doit pas être la seule réponse en urgence et constitue parfois un frein pour le départ de certaines femmes.

Répondre à l'appel à projet c'est construire une réponse nouvelle sur le territoire, réponse cohérente avec la politique du Logement d'abord et les priorités données dans le 5^{ème} plan de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes.

Permettre l'accès direct à un logement est une réponse plus adaptée pour certaines situations, l'action complémentaire du bailleur / opérateur permet de sécuriser le parcours de la personne et retrouver un statut de locataire plus rapidement.



L'ETUDE DES BESOINS, LES CONSTATS

Tous les ans, entre 250 et 280 dossiers de violences conjugales sont traités par les services du procureur de la République du tribunal de grande instance de Poitiers. Dans la Vienne, en 2016, trois femmes sont mortes, selon le ministère de l'Intérieur, et 16 en Nouvelle-Aquitaine.¹

➤ Les constats du bailleur

- **Les chiffres AFIPADE (Association des Fichiers Partagés de la Demande de Logement Social) :**
 - 58 demandes en cours pour motif de violences conjugales (s'ajoutent à cela, les dossiers en cours et non identifiés comme tels)
 - 9 ménages relogés en 2017
 - 11 ménages relogés en 2018
- **Le Suivi des conseillers sociaux EKIDOM en 2017 :**
 - **353** mesures d'interventions sociales des conseillers sociaux EKIDOM ont été suivies depuis le 1^{er} janvier 2017
 - Dont **17** situations de violences conjugales soit **4,81%** des demandes d'intervention

➤ Les motifs de refus du relogement :

- **Les situations familiales résidentielles :**

Les situations pour lesquelles le pôle accompagnement social est interpellé mais où les victimes restent dans le logement, dans l'attente d'un relogement ou par refus :

- De faire les démarches nécessaires à un relogement et à une séparation (quand marié) de peur de représailles.
- De passer par une solution d'hébergement ; seule solution actuelle possible, lorsque la situation administrative et financière ne permet pas de rentrer dans le cadre réglementaire de la gestion locative des bailleurs sociaux.

- **Le constat des membres de la Commission d'Attribution des Logements :**

Les membres de la commission, se retrouvent souvent tiraillés entre leur côté humain, répondre favorablement à une situation qui nécessite un relogement et le cadre réglementaire imposé pour l'accès au logement public (dépôt de plainte à la Police, ordonnance de non conciliation si dette(s) et/ou crédit(s)).

¹ Chiffres ministère de l'intérieur 2016

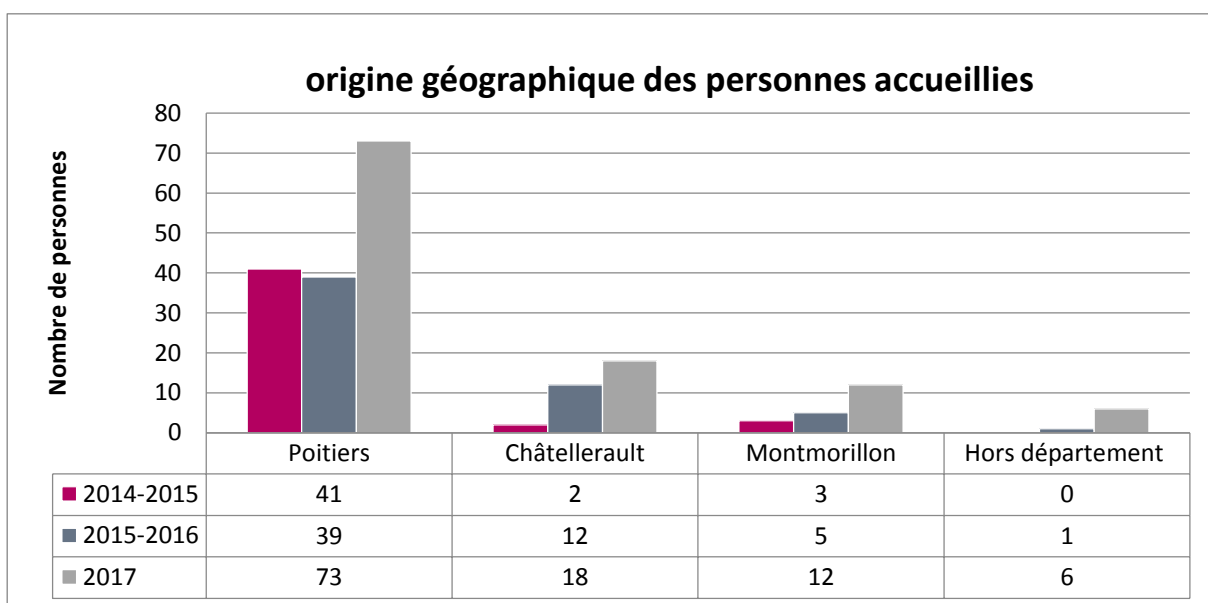
L'année 2017 en chiffres

156 personnes accueillies

Soit

109 adultes et **47 enfants.**

I. Origine géographique et profil des personnes accueillies en fonction des territoires

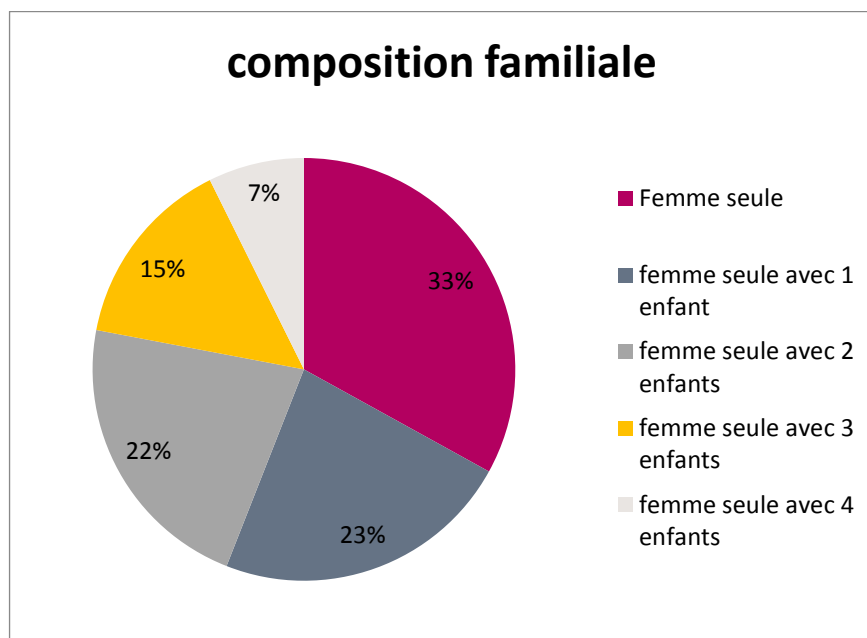


On observe **une augmentation sur tous les territoires**. Le **développement des modes d'intervention** (téléphone, déplacement...) a permis d'être **plus présent sur le secteur rural**.

Comme les années précédentes, la **majorité des personnes** qui sollicitent l'accueil de jour sont issues de **l'arrondissement de Poitiers (67 %)**. Sur les territoires de **Châtelleraut et Montmorillon**, cela représente respectivement **16%** et **11%** de la demande. La demande provenant du hors département a augmenté comparé aux années précédentes.

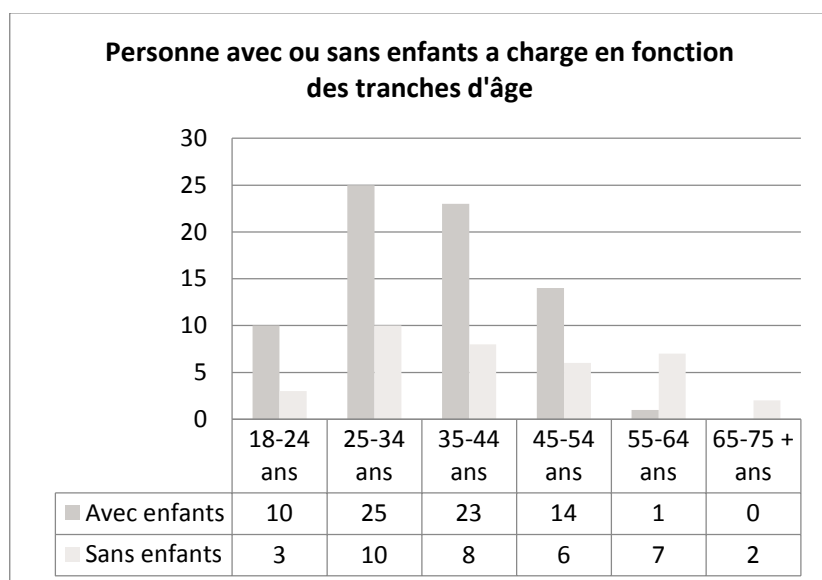
II. Typologie du public accueilli

1. Composition familiale des personnes accueillies



Comme l'année précédente, la forte proportion de personnes accueillies sont des femmes avec enfants, cependant par rapport à l'année précédente la proportion de femmes seules a augmenté de 23%

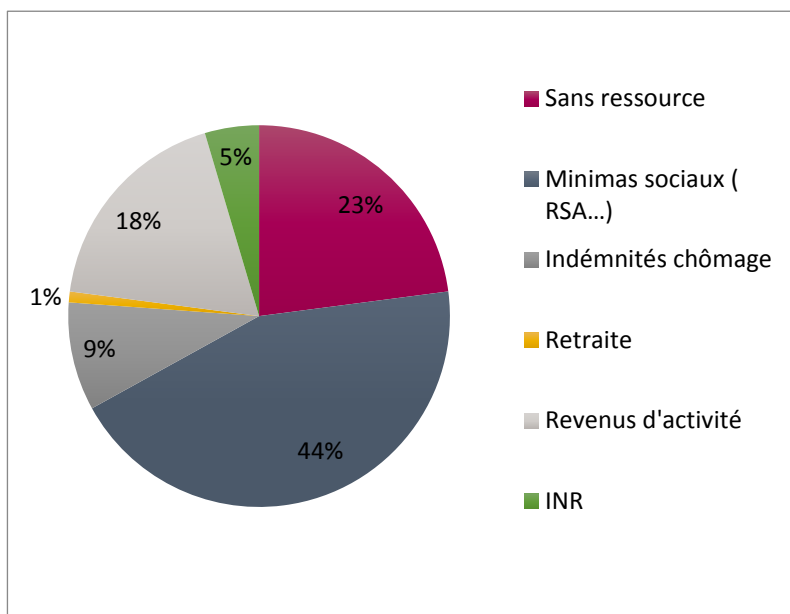
La majorité des personnes accueillies se situent **dans la tranche d'âge 25 - 44 ans.**



Dans les tableaux sont comptabilisées les personnes avec ou sans enfants à charge, classées en fonction de leur tranche d'âge. On peut observer que la majorité des personnes ayant des enfants à charge se situe dans la tranche des 25-34 ans.

47 enfants ont été pris en charge. Il s'agit en majorité d'enfants d'âge non scolaire. Un accueil spécifique est instauré pour les enfants. De plus La Croix-Rouge développe des activités les mercredis après-midis afin de rencontrer les enfants confrontés aux violences. Cela permet de pouvoir parler de leurs situations, si le parent le souhaite.

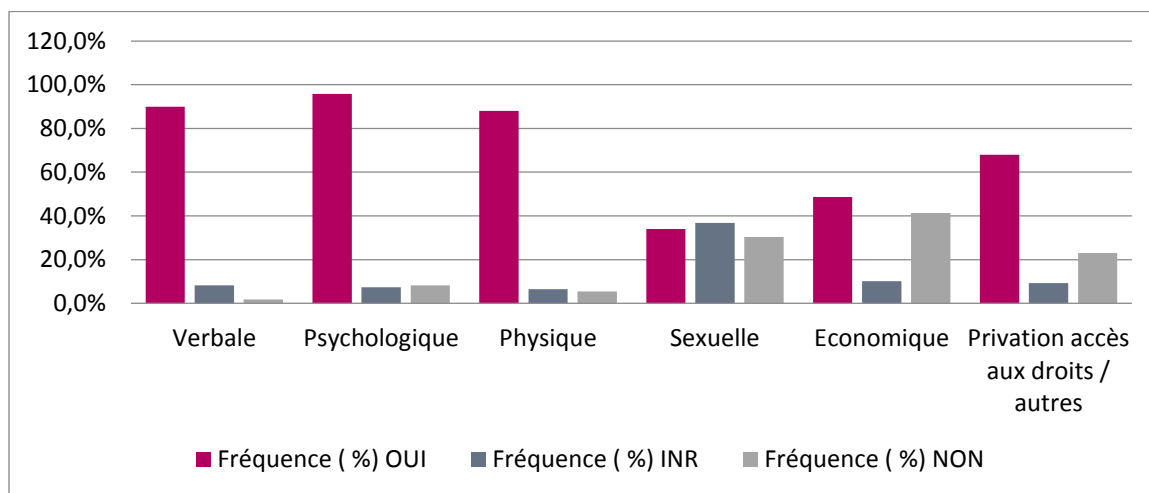
2. les ressources des personnes accueillies



La majorité des personnes accueillies sont bénéficiaires du RSA (44%). En 2016, les situations sans ressources et les revenus d'activité étaient au pourcentage de 17%.

Les personnes sans ressources se trouvent dans une situation administrative complexe, l'accès à l'hébergement d'insertion est difficile faute de places adaptées et l'accès au logement autonome impossible.

3. Typologie des violences subies



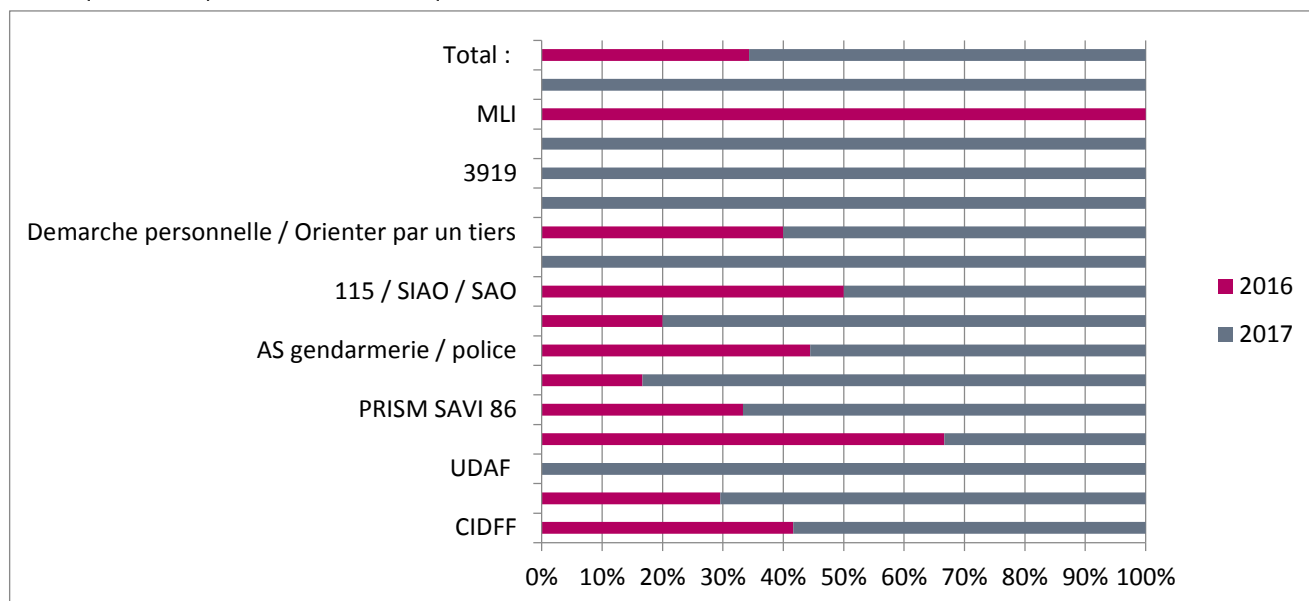
Ce sont les violences psychologiques (existantes dans 95% des cas), verbales (89%) et physiques (88%) que l'on retrouve majoritairement de 2014 à aujourd'hui. De plus, la privation d'accès aux droits est aussi significative (67%).

Au vu des chiffres, on remarque que les personnes qui subissent des violences sexuelles en parlent encore difficilement mais en revanche les professionnels de la Croix-Rouge abordent le sujet systématiquement.

Une formation auprès de l'agent d'accueil de la Croix-Rouge a été réalisée mais il sera nécessaire que l'intégralité de l'équipe puisse prétendre à la formation « sexualité comment en parler ». Le pôle victimes de violences conjugales de la Croix-Rouge est en lien avec le réseau associatif pour envisager une formation auprès de toute l'équipe.

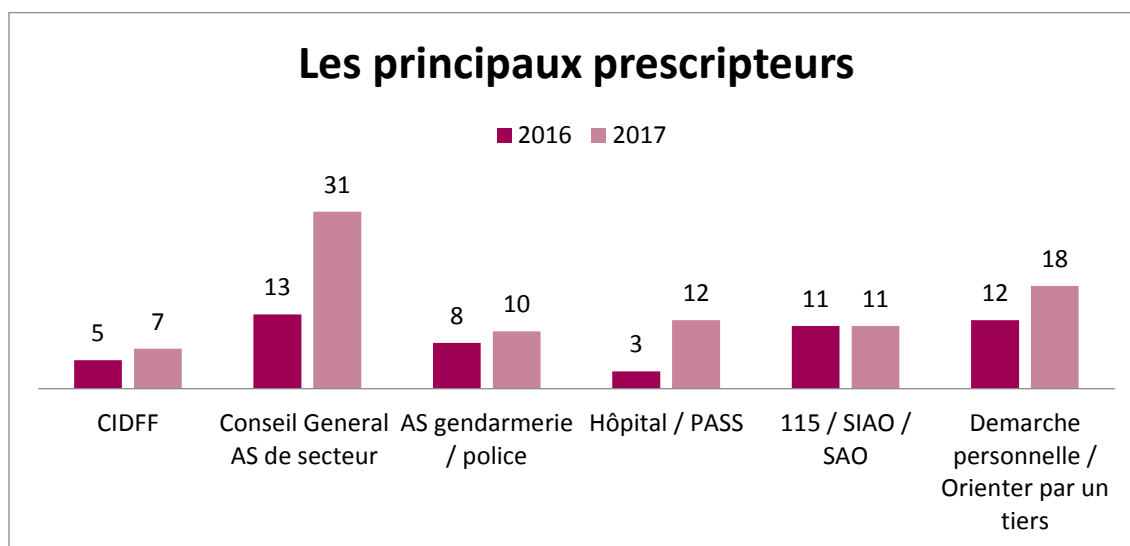
III. Caractéristiques des prescriptions et orientations

Les professionnels et les services de la Croix-Rouge travaillant au sein de l'accueil de jour sont aujourd'hui bien identifiés en tant que professionnels des violences conjugales sur le territoire auprès des partenaires et du public.



Une mise en lien avec les prescripteurs a été faite afin de vérifier la réponse apportée aux personnes concernant l'existant sur le territoire.

Cette année La Croix-Rouge n'a pas eu d'orientation par la Mission Locale. En revanche les équipes souhaitent rencontrer l'association afin de connaître mieux le dispositif.



Les principaux prescripteurs sont les mêmes que l'année 2016 avec une nette augmentation du conseil général.

Ceci s'explique par les rencontres durant l'année 2016.

De plus les orientations l'hôpital / Pass ont augmenté, résultat d'un travail en lien avec les équipes Croix-Rouge et les assistantes sociales de l'hôpital.

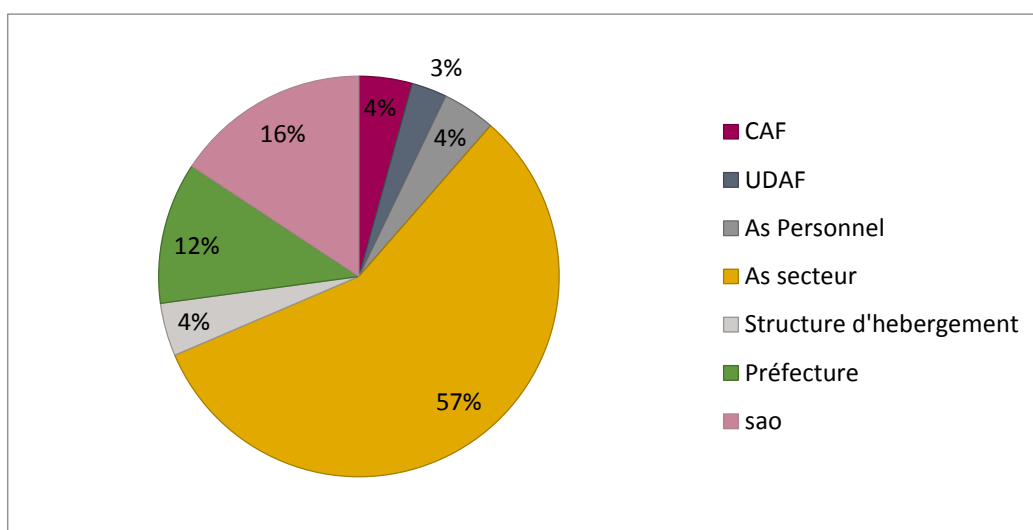
Les orientations

Les orientations vers les partenaires ne se font pas au premier rendez-vous.

Comme l'année précédente, les équipes Croix-Rouge laissent le temps aux personnes « de se poser », d'assimiler les informations. De plus la demande des personnes évolue au fur et à mesure de leurs parcours. Dans les débuts de l'accompagnement, les démarches peuvent être compliquées à engager, donc il est important de prendre le temps de définir le projet personnel afin d'orienter vers les dispositifs les plus adaptés.

En raison de la multiplicité des acteurs qui interviennent sur les violences conjugales, une information est faite auprès des personnes.

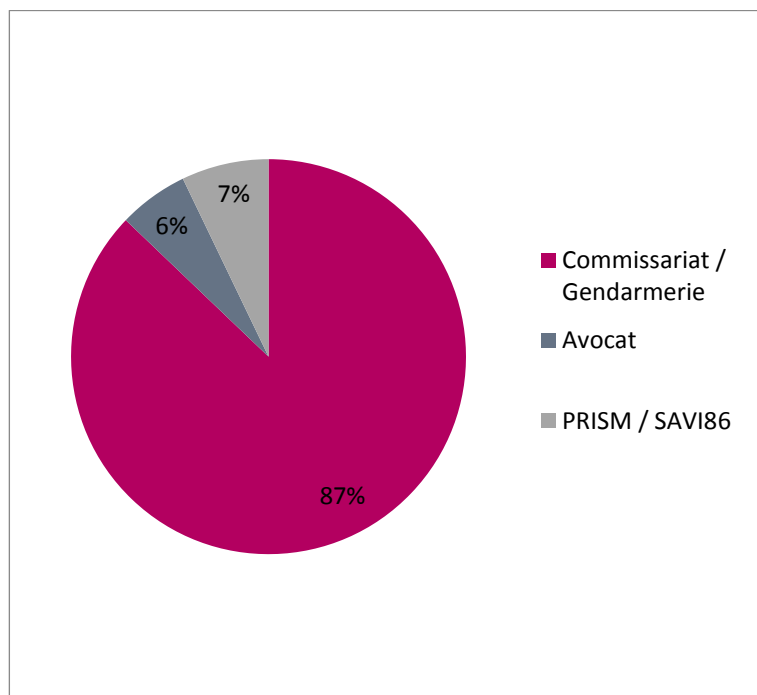
+ Vers les administrations



Les orientations sur l'administration sont diverses. La Croix-Rouge travaille en lien étroit avec les assistantes sociales de secteur qui restent les interlocutrices privilégiées pour les personnes restées au domicile.

Les orientations sont faites en fonction des besoins des personnes et sont adaptées à chacune.

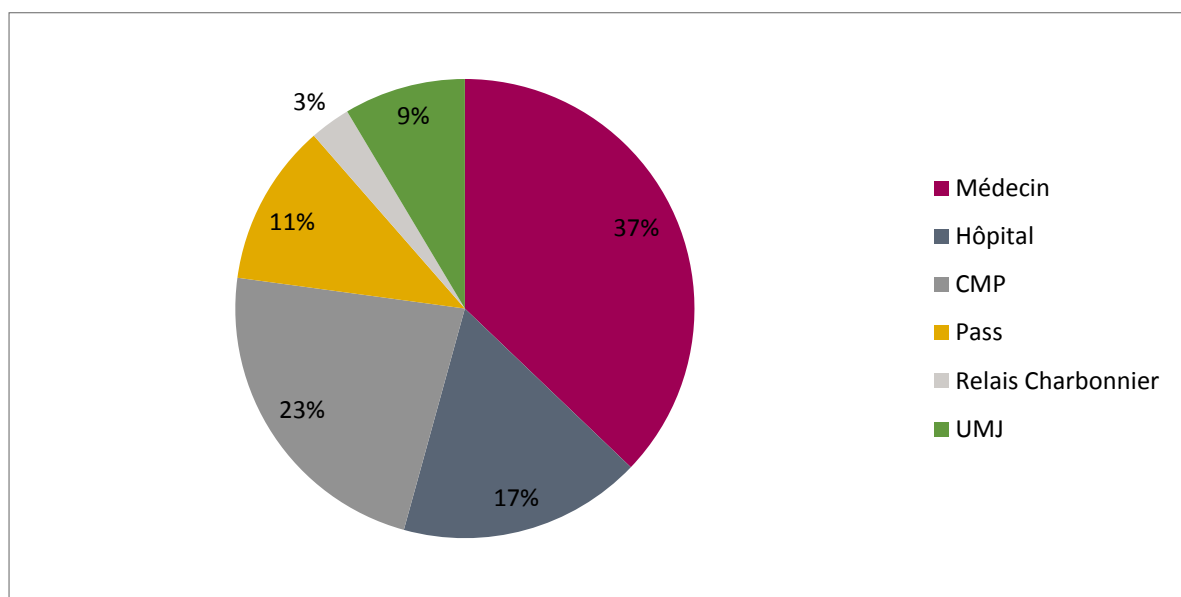
+ vers le secteur de la justice



Concernant la justice la Croix-Rouge systématise les orientations sur la gendarmerie, police, l'avocat, le Savi 86, etc. Quand les personnes viennent c'est majoritairement suite à des événements de violences les premiers échanges sont autour des droits ; des notions de protection, l'autorité parentale. Le reste des personnes viennent vérifier les mécanismes des violences conjugales.

La plupart des victimes ne souhaitent pas porter plaintes par peur et méconnaissance des procédures judiciaires, d'où une information nécessaire des assistants sociaux de gendarmerie ou police.

+ vers le secteur du soin

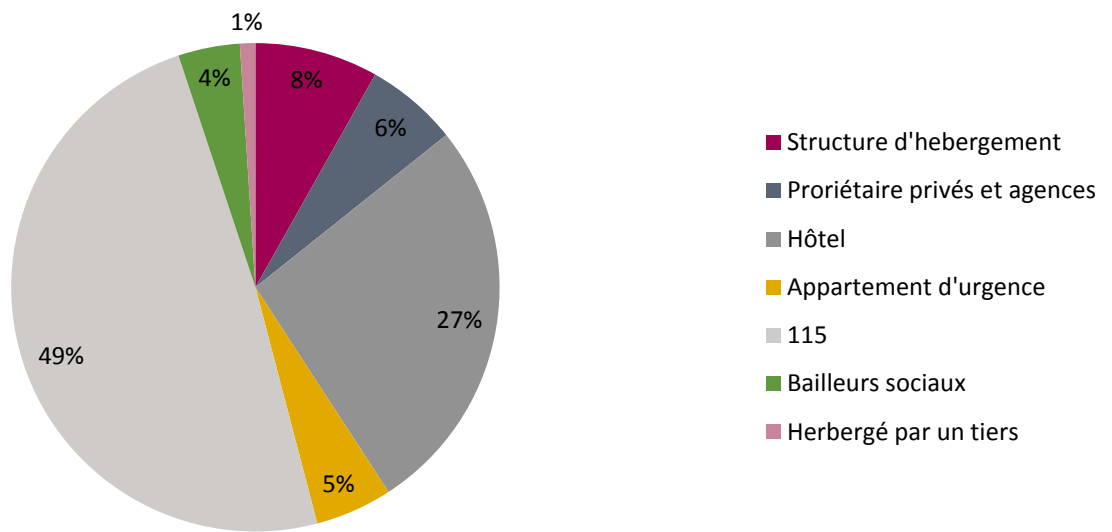


L'action de la Croix-Rouge s'inscrit dans une orientation systématique vers le médecin, les centres médico-psychologiques, ce qui explique que ces orientations soient les plus importantes.

La Croix-Rouge est en lien avec un médecin généraliste formé à la violence conjugale afin que la prise en charge soit plus spécifique au public. Les orientations UMJ se font par le biais d'une orientation judiciaire.

Comme les années précédentes, l'orientation vers le secteur psychiatrique reste difficile, les délais de prise en charge sont très longs et ne permettent pas de répondre à l'urgence psychologique des personnes, adultes comme enfants.

+ orientations vers le secteur de l'hébergement et du logement



Les orientations vers l'hébergement et le logement sont les orientations lors des premiers entretiens. La Croix-Rouge peut voir que la majorité des personnes sont orientées sur le 115. Après évaluation il y a une proposition de prise en charge sur les accueils d'urgence, soit sur les accueils de prévention. Lors des accueils de prévention La Croix-Rouge propose à la personne, avec son accord, de rédiger une feuille d'informations sur sa situation, avec les informations nécessaires à une prise en charge.

Sur le territoire de la Vienne les places d'hébergements dédiés aux femmes de victimes de violences conjugales sont saturées et trop peu nombreuses pour faire face à la demande.

Si l'hôtel reste une réponse à l'urgence, cette modalité d'hébergement n'est plus adaptée lorsque les séjours s'inscrivent dans le temps (impossibilité de cuisiner, gestion difficile des enfants...) créant un risque de retour au domicile. Les femmes hébergées dans le cadre de l'urgence à l'hôtel utilisent l'accueil de jour de La Croix-Rouge comme un lieu ressource.

En matière d'hébergement : un manque de places dédiées, le faible taux d'éviction du conjoint, l'hébergement en hôtel utile en cas d'urgence mais non adapté sur le long terme.

3690 nuitées hôtelières ont été réalisées ce qui constitue une **durée moyenne de séjour de 44 nuitées**. Il faut savoir que les durées de séjour sont plus ou moins longues, **le séjour dépendant de plusieurs facteurs qu'ils soient d'ordre social ou administratif il peut durer jusqu'à 6 mois.**

➤ Evolution de la demande :

- ⇒ l'urgence n'est plus le seul critère de leur intervention
 - Certaines personnes ne souhaitent pas quitter le domicile, mais l'accueil de jour de la Croix-Rouge reste un point d'ancrage pour trouver de l'écoute, de l'information et du soutien dans ce qu'elles traversent et ce qu'elles souhaitent faire.
 - ⇒ des personnes, qui ont quitté leur domicile, qui ont pu, ou non, bénéficier de l'intervention de la Croix-Rouge, sollicitent le service pour y trouver de l'écoute, du soutien, des informations sur leurs droits.
 - on observe qu'il y a une réelle nécessité à mettre en œuvre une action qui s'inscrive dans une logique de suivi de parcours pour répondre aux différents besoins des personnes, avant, pendant et après le départ du domicile.
 - ⇒ une plus grande sollicitation des partenaires sur des questions d'expertise / des interventions auprès des organismes de formations des travailleurs sociaux.
- **l'accueil de jour de la Croix-Rouge, lieu ressource identifié et mieux reconnu** au niveau départemental
- **un déséquilibre dans l'intervention entre le secteur urbain et le secteur rural**, le manque de proximité de l'accueil de jour et la méconnaissance de l'action de la Croix-Rouge par les collectivités rurales ne permettent pas d'identifier les besoins réels des demandes, phénomène renforcé par le manque de mobilité des personnes.

Ce qui a conduit la Croix-Rouge à développer d'autres actions en 2017

LES ACTIONS DE LA CROIX-ROUGE DEVELOPPEES EN 2017

développer les accueils de prévention	développer un accompagnement social spécifique	développer la communication	poursuivre et renforcer la coordination avec le SIAO
<ul style="list-style-type: none">•écouter, informer, soutenir, orienter•anticiper, éviter, préparer le départ du domicile	<ul style="list-style-type: none">•coordination accueil de jour / partenaires justice santé social•élaboration d'un projet individuel•suivi de parcours	<ul style="list-style-type: none">•élaboration de documents de communication à l'usage des personnes accueillies et du grand public•définir un plan de communication	<ul style="list-style-type: none">•liens très réguliers avec le SIAO pour évaluer les besoins des différents territoires et favoriser une action conjointe•collaboration dans la coordination des acteurs de l'hébergement et du logement pour favoriser la fluidité de parcours des personnes

L'objectif est de s'inscrire dans les orientations du 5^{ème} plan de lutte contre les violences faites aux femmes :

- Améliorer le parcours des personnes victimes de violences conjugales
- Développer la coordination des acteurs pour répondre aux besoins des zones rurales

+ axe 1 – Améliorer le parcours des personnes victimes de violences conjugales

L'accueil de jour de la Croix-Rouge a étendu son action et s'inscrit très clairement aujourd'hui, dans les missions d'un **lieu d'écoute, d'accueil et d'orientation (LEAO)**. Ce sont des actions indispensables pour accompagner les personnes tout au long de leur parcours.

Cette dynamique a pu se mettre en œuvre grâce à une volonté de l'établissement de mutualiser un temps de travailleur social sur l'accueil de jour. Cette démarche a permis de penser un accompagnement social spécifique et global pour un suivi de parcours. L'agent d'accueil / d'information et le travailleur social de la Croix-Rouge travaillent en étroite collaboration afin de permettre aux personnes accueillies de rompre avec le cycle de la violence et de trouver les moyens de leur autonomie.

Ce travail permet une évaluation plus précise de l'accompagnement qui peut être proposé, le binôme offre un réel avantage et permet à la personne de trouver des personnes repères, tant pour échanger sur la problématique des violences conjugales, trouver les moyens d'une réassurance, que pour construire un autre projet de vie avec le soutien de sa référente sociale.

Les valeurs et principes du service

- un accueil inconditionnel
- une attitude bienveillante
- l'absence de jugement
- anonymat
- confidentialité



+ axe 2 – Développer la coordination des acteurs pour répondre aux besoins des zones rurales

La participation de la Croix-Rouge aux différents réseaux a permis un ancrage départemental : l'agent d'accueil et les intervenantes sociales sont présents sur les réseaux de Poitiers, Châtellerault. Cette présence sur les réseaux permet une meilleure identification du professionnel et de ses missions. Les professionnels apportent leurs expériences et leurs connaissances concernant les violences conjugales. Mais surtout il permet un meilleur travail partenarial, **une mise en lien plus facile, une vraie dynamique entre partenaires facilitant ainsi la prise en charge des personnes sur ces territoires.**

➤ Les constats SIAO (Service Intégré d'Accueil et d'Orientation)

En 2017, 6,7% des demandes reçues par le SIAO concernaient des personnes en situation de violences conjugales : 46 ménages ont dû quitter leur domicile suite à une situation de violences.

58 demandes ont donné lieu à une orientation (56,3%) :

- 44 vers l'hébergement
- 9 vers le logement adapté type résidence sociale
- 5 vers un accompagnement vers et dans le logement (AVDL)

Une majorité des orientations ont été faites vers l'hébergement généraliste. En effet, il est constaté, depuis quelques années, un cumul de difficultés et de problématiques rencontrées.

45 situations n'ont pas pu être orientées, en majorité du fait de la situation administrative des personnes au moment de la demande (droit au séjour)

Un lien est systématiquement fait avec l'intervenante de l'accueil de jour de la Croix-Rouge, afin qu'un espace dédié soit proposé aux personnes.

FOCUS SUR LES DIFFERENTES MODALITES D'INTERVENTION

Le service de la Croix-Rouge est un espace d'accueil, d'information, de prévention, d'animation, d'orientation et de mise à l'abri le cas échéant, ouvert du lundi au vendredi de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 17h30. Les horaires ne sont pas figés et chaque intervenant a la possibilité de changer son emploi du temps en fonction des besoins des personnes et du service

L'accueil de jour vise à, prévenir en amont les situations d'urgence et le cas échéant à, y répondre.

L'accueil de jour de la Croix-Rouge représente un espace où la personne peut trouver une écoute bienveillante, la possibilité d'échanger sur sa situation et ainsi trouver les ressources nécessaires. Au-delà de cet accueil individualisé, des actions collectives sont pensées afin de permettre aux femmes de se rencontrer, de partager leurs expériences.

Ces accueils Croix-Rouge permettent de répondre aux problématiques repérées depuis l'ouverture de l'Accueil de jour. En effet, les situations de violences conjugales nécessitent un cheminement où chaque étape requière des réponses différentes.

UN ACCUEIL DIFFERENCIE SELON LES SITUATIONS

1. L'accueil lié à la prévention

Cet accueil est un lieu d'information et d'écoute qui vise à proposer des actions permettant à la victime de rompre l'isolement.

L'accueil de prévention permet aux personnes, soit par téléphone, soit par entretien physique :

- une prise d'informations
- une écoute bienveillante
- une connaissance de leurs droits et des mécanismes de violences : échanger sur le vécu des violences conjugales pour que celui puisse faire sens
- une préparation du départ du domicile conjugal
- une orientation vers les partenaires en fonction des problématiques rencontrées

2. l'accueil lié à l'urgence

Les accueils d'urgence sont une ***possibilité pour les victimes de s'extraire à tout moment du domicile conjugal ou de leur domicile personnel si elles se sentent en danger, menacées par leur conjoint ou leur ex compagnon.***

Cet accueil d'urgence consiste à proposer :

- Une mise à l'abri immédiate et inconditionnelle par le biais de nuitées hôtelières, de location de gîte.
- 4 places en appartement dédié à l'urgence
- Des aides spécifiques : vestimentaires, alimentaires, aide à la mobilité, domiciliation en lien avec l'unité locale Croix rouge de Poitiers
- Une évaluation sociale, en binôme avec une éducatrice spécialisée permettant de définir avec les personnes les premières actions à mener
- Un accompagnement social adapté aux différentes problématiques rencontrées.

3. L'accueil lié à l'animation

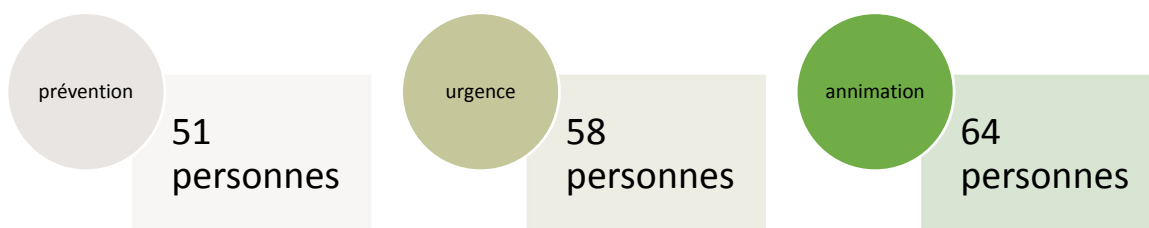
Durant les trois dernières années, La Croix-Rouge a pu mettre en place des actions collectives ponctuelles. En observant l'impact positif de ces actions, l'association a décidé de mettre en place une réflexion autour des actions collectives au sein du dispositif dans sa globalité.

La Croix-Rouge a pu proposer un large panel d'activités aux personnes accueillies dans le cadre du dispositif Accueil – Accompagnement des Victimes de Violences Conjugales.

L'accueil d'animation permet aux personnes adultes et enfants de trouver un lieu sécurisé et ressource (information et expression).

Les actions proposées :

- Développer le pouvoir d'agir et travailler les notions liées à la parentalité par le biais des animations collectives
- Créer des espaces de rencontres afin de favoriser l'émergence du sujet.
- Favoriser les rencontres avec les partenaires



UNE ACTION COORDONNÉE AVEC LE SIAO

Tout au long de cette démarche, un travail de coordination est effectué entre La Croix-Rouge et le SIAO afin de pouvoir répondre aux situations d'urgence et au projet de relogement.

Le service Croix-Rouge saisit le 115 lorsque le départ d'une personne victime de violences conjugales se fait dans l'urgence et dans un contexte de danger avéré, la nuitée d'hôtel reste la principale réponse.

Un appui est aussi assuré par le SAO qui, par ses permanences (hebdomadaire à Châtelleraut et tous les 15 jours à Montmorillon) sur les territoires de Montmorillon et Châtelleraut contribue à l'évaluation de situation de violences conjugales.

Il est à noter qu'une réflexion a été amorcée sur un protocole d'intervention mutualisée avec la résidence de la Gibauderie, gérée par Audacia (résidence CHRS éclatée). L'idée étant de permettre une orientation et une évaluation concertée vers les places d'hébergement d'urgence. Sur l'année 2017, 2 situations ont pu être orientées sur ce dispositif.

Le lien avec le SIAO insertion intervient lorsque le relogement n'est pas possible, un lien direct avec la coordinatrice du SIAO permet d'étudier et d'orienter les situations vers des modalités d'hébergement les plus adaptées possibles. Néanmoins les délais restent longs faute de places dédiées, inscrivant parfois les personnes sur des structures non adaptées. Les conventions liées à un hébergement spécifique pour ce public doivent être réactualisées afin de favoriser une plus grande fluidité dans la dynamique de parcours des personnes.

Concernant l'accès au logement, il n'existe pas aujourd'hui de conventionnement officiel avec les bailleurs sociaux. Ce sont des liens directs qui permettent le cas échéant de retravailler un relogement assez rapidement, l'appui du SIAO sur la réservation préfectorale (RP) reste un atout.

Les limites et difficultés de l'intervention

- ⇒ un manque de réponse adaptée sur l'accès aux soins psychologiques

Même si La Croix-Rouge a développé un partenariat avec un médecin généraliste spécialisé sur cette question, le **soutien psychologique est plus difficile à mettre en œuvre** (délais, fréquence des RDV) et il n'existe **pas** aujourd'hui **de réponse pour les situations d'urgence que ce soit pour les adultes et pour les enfants**

- ⇒ un manque de places dédiées

Si l'hôtel reste une réponse à l'urgence, cette modalité d'hébergement n'est plus adaptée lorsque les séjours s'inscrivent dans le temps : l'impossibilité de cuisiner, la gestion difficile des enfants... créent un contexte propice au retour à domicile.

Le dispositif d'hébergement est embolisé et ne permet pas une fluidité de parcours satisfaisante.

La Croix-Rouge observe également un faible taux d'éviction du conjoint qui ne permet pas le maintien de la personne à son domicile.

- ⇒ un accès au relogement autonome « impossible »

Dans l'attente d'une régularisation de la situation administrative et financière, ce qui constitue souvent un frein au départ pour les victimes de violences.

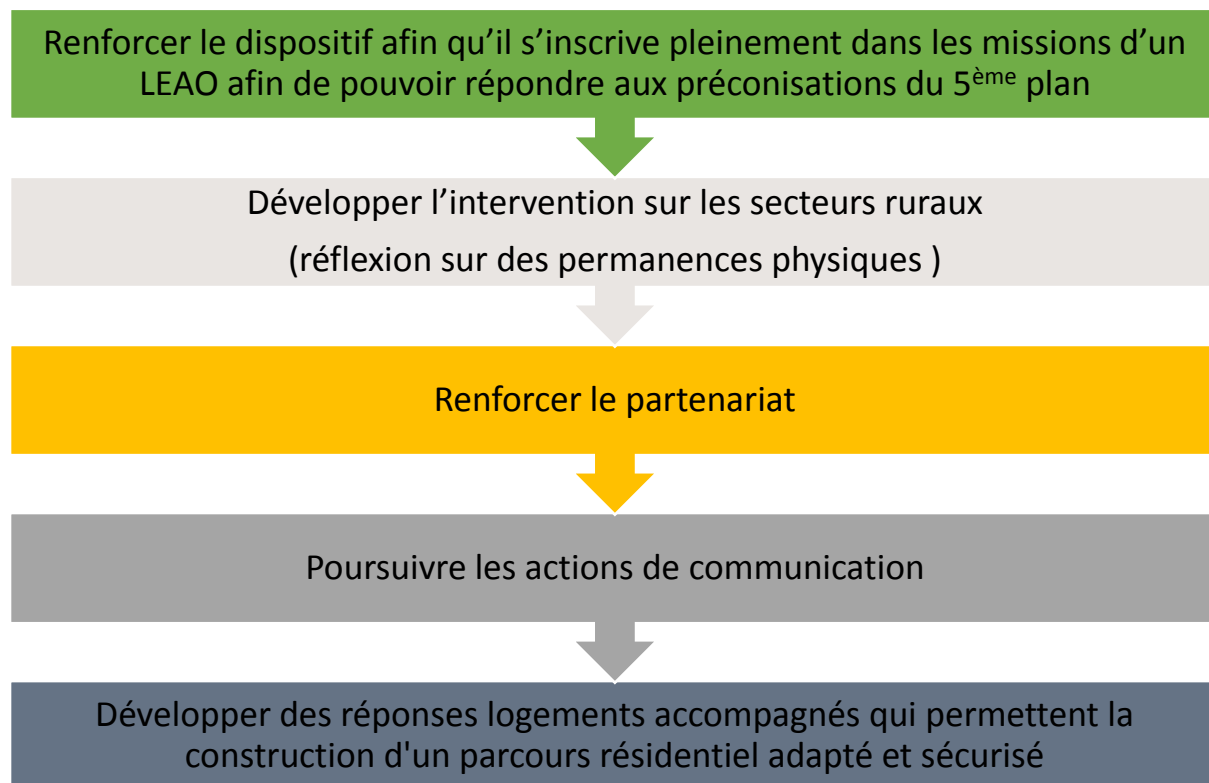
- ⇒ Un manque de moyens humains

Un manque de proximité, faute de moyens, sur les secteurs ruraux qui crée une iniquité dans l'offre et les réponses apportées auprès des personnes, iniquité renforcée par le manque de mobilité des personnes.

Les forces de la Croix-Rouge

- ⇒ Un dispositif pensé pour répondre aux besoins des personnes sur l'ensemble de leur parcours (accueil / hébergement d'urgence hôtel – appartement / accompagnement social
- ⇒ Une collaboration régulière avec le SIAO pour identifier les besoins sur chaque territoire, promouvoir une action commune et fluidifier les parcours
- ⇒ Une reconnaissance des partenaires dans leur expertise / des professionnels formés
- ⇒ Une identification de l'accueil de jour comme un lieu ressource pour les personnes hébergées ou non

Les perspectives Croix-Rouge





LE PROJET : LOGEMENT RELAIS EKIDOM / CROIX-ROUGE PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES

▪ FINALITÉS :

- Apporter une réponse complémentaire à la lutte contre les violences conjugales
- Favoriser l'accès au logement en apportant une réponse via un relogement adapté
- Eviter ou réduire les passages dans les dispositifs d'hébergements
- Sécuriser un parcours de sortie de la situation de violences conjugales
- Assurer une continuité d'accompagnement entre opérateur et bailleur dans le parcours résidentiel

Nombre de ménages accompagnés = 6 en simultané (durée moyenne de 6 mois) l'action concerne donc 12 ménages pour 12 logements par an, avec une durée de résidence moyenne estimée à 6 mois (par ménage / logement relais)

▪ OBJECTIFS ET MISE EN ŒUVRE :

Le dispositif vise à mobiliser le parc de logements publics du bailleur EKIDOM, par le biais d'une sous location réalisée par l'association La Croix-Rouge, dans l'objectif, d'un futur glissement de bail.

L'association loue ces logements aux ménages victimes de violences conjugales, en difficulté momentanée, compte-tenu de la situation et dispense via ce dispositif un accompagnement social global mutualisé.

Cet accompagnement comporte deux axes :

- L'un, médico-social global, accompagnement effectué par l'équipe de La Croix-Rouge, via l'équipe « victimes de violences conjugales »
- L'autre, spécifique au logement, dispensé par le conseiller social EKIDOM

Il s'agit donc de proposer à des ménages, en situation de violences conjugales, une passerelle via un logement relais, où les personnes victimes pourraient, par le biais d'une sous location « bailleur / association », se projeter plus rapidement vers une reconstruction via un relogement, qui serait, à terme, adapté à leur situation.

Ce relogement permettrait, dès que la situation globale financière et administrative du ménage serait consolidée, de faire un glissement de bail et donc de devenir locataire en titre de l'OPH EKIDOM.

Pour permettre aux familles de se reconstruire dans le cadre d'un parcours sécurisé, l'accompagnement social mutualisé, mis en place en amont, s'amenuisera au fil du temps, mais restera en veille sur le volet logement, si besoin.

Cet accompagnement mutualisé spécifique EKIDOM / Croix-Rouge sera adapté à chacun des ménages proposés et mis en place conjointement par le biais d'un contrat d'accompagnement social tripartite (bailleur, association et ménage).

De plus, par ce projet, le bailleur et l'association souhaitent participer à la formation de futurs travailleurs sociaux, en s'impliquant dans la formation d'étudiants stagiaires, qui pourront alterner les structures durant leur période de stage et auront donc au terme de celui-ci (2 à 3 mois) une approche, voire, une primo expérience, du volet hébergement / logement et de la problématique violences conjugales.

1. REPÉRAGE DES SITUATIONS

a. Les futurs ménages bénéficiaires doivent répondre aux conditions d'éligibilité ci-après :

- Personne majeure, en situation de violences conjugales accompagnée ou non d'enfant(s), en demande d'un relogement autonome.
- Personne en capacité d'accéder à un logement autonome locatif dans un délai moyen de 6 mois et en capacité de l'occuper et de s'y maintenir de façon autonome à l'issue de l'accompagnement.

b. Le besoin d'entrée dans le dispositif logement relais, fait suite au constat de :

- Refus de la seule solution possible à ce jour : accueil d'urgence hôtel
- Hébergement chez des proches, ou dans le cadre de l'accueil de La Croix-Rouge à l'hôtel, qui dure au motif de non possibilité d'accès au logement locatif
- Personne déjà locataire ou propriétaire de leur logement, dans l'impossibilité d'accéder de suite au logement locatif de droit commun, face à une situation qui nécessite des démarches, alors même qu'elles doivent être réalisées dans le contexte de localisation des violences (vie commune avec l'auteur).

La liste de ces ménages, leur composition familiale, leur lieu d'habitat (d'hébergement hôtelier, amicale ou locataires) et leurs coordonnées seront communiquées entre opérateurs du projet logement relais, via un tableau transmis pour coordination par la Croix-Rouge au SIAO. *Ce tableau centralisera donc les demandes, les orientations faites puis les suivis et les relogements à terme, de ce dispositif.*

2. DIAGNOSTIC

a. Procéder à l'évaluation sociale conjointe (La Croix-Rouge / EKIDOM) de la situation des ménages :

- Situations signalées par La Croix-Rouge (via SIAO ou dispositif de relogement urgence pour personne victime de violence hébergée à l'hôtel, faute de solution).
- Situations signalées par le pôle accompagnement social EKIDOM, locataire avec leur conjoint, victime de violences et/ou dans l'attente d'un logement pour quitter le domicile mais refusant de passer par un hébergement.

b. Le co-diagnostic La Croix-Rouge / EKIDOM aura pour objectifs de :

- Préciser le projet et les besoins d'accompagnement du ménage
- Préciser les partenaires médico-sociaux déjà en place autour de la situation

- Faire un constat des démarches entreprises ou non par la victime (dépôt de plainte, mise à jour de la situation administrative et financière...)
- Faire un constat du parcours résidentiel de la victime
- Vérifier l'absence de prise en charge alternative de droit commun
- Evaluer la capacité financière du ménage au jour de la saisine et future, lorsque les démarches seront réalisées (participation financière à l'hébergement tant que le statut de sous-locataire ne sera pas possible)
- Vérifier la faisabilité du projet de relogement
- Proposer le co-accompagnement EKIDOM / La Croix-Rouge dans le cadre d'un logement relais
- Assortir cette évaluation d'une préconisation d'orientation et obtenir l'adhésion de la personne au dispositif logement relais La Croix-Rouge / EKIDOM
- Décider, conjointement avec le ménage, de la recherche d'un logement adapté (typologie, zone géographique, services de proximité, contexte à éviter...), l'objectif étant que le ménage se projette, sur un logement qui sera son futur logement autonome.

3. RECHERCHE DU LOGEMENT ADAPTÉ

- Le pôle accompagnement social EKIDOM, en lien avec le référent partenariat et attribution, propose un logement vacant adapté aux besoins du ménage.
- Le pôle accompagnement social EKIDOM donne l'information au référent accompagnement victime de violences de La Croix-Rouge.
- Si besoin, une visite peut être programmée avec le ménage.
- Signature pour acceptation du logement proposé.
- Passage du dossier en commission d'attribution des logements, pour une location directe à La Croix-Rouge.
- Sous un délai de 15 jours, entrée de la personne / du ménage, dans le logement sous-loué, avec signature d'un bail de sous-location auprès de La Croix-Rouge.

4. ACCOMPAGNEMENT

a. En fonction du projet et des besoins définis au moment de l'évaluation sociale :

- Contractualisation d'un contrat d'accompagnement social mutualisé tripartite, qui sera gradué, dans son contenu, en fonction de la situation spécifique de chaque ménage.
- Orientation pour l'accès aux droits.
- Accompagnement dans les démarches administratives et financières.
- Articulation, si besoin, vers un accompagnement spécifique de droit commun (mesures d'accompagnement budgétaire et éducatif, en lien avec l'enfance...)
- Orientation et proposition d'un rendez-vous pour une prise en charge psychologique du ménage.
- Respect de la confidentialité, de la déontologie et du secret professionnel.

b. Modalités d'accompagnement

- Premier rendez-vous commun entre le conseiller social EKIDOM et l'accompagnateur social de La Croix-Rouge, avec un objectif de travail pour le projet d'autonomie au terme de la prise en charge (accompagnement à l'accès aux droits et aux démarches administratives, accompagnement, si besoin, au changement d'établissement scolaire des enfants, proposition d'un entretien avec un référent psychologue, pour adultes et enfants...)
- Autres rendez-vous (à raison au minimum d'un rendez-vous par mois), à domicile, ou dans les locaux de La Croix-Rouge suivant les besoins: le conseiller social intervient à la demande de l'accompagnateur de la Croix-Rouge ou du ménage, sur les rendez-vous logement relais (l'objectif étant de ne pas faire tous les rendez-vous en doublon, mais suivant les besoins). Durant le période de logement relais, c'est donc l'accompagnateur social de La Croix-Rouge qui est référent de la situation, puis cela s'inverse lors du glissement de bail.
- Le nombre de rendez-vous et la nécessité de l'intervention du conseiller social EKIDOM ou de l'accompagnateur social Croix-Rouge, sera déterminé en fonction de l'avancée de l'accompagnement (estimation moyenne d'un rendez-vous par semaine à l'entrée dans le dispositif, qui s'espacera dans le temps en fonction de l'autonomie et des démarches du ménage).
- Synthèse au besoin et pour sortie du dispositif.

5. FIN DU DISPOSITIF LOGEMENT RELAIS SOUS-LOCATION

a. Glissement de bail

À la demande de l'accompagnateur de La Croix-Rouge, lorsque le ménage est prêt à une autonomie locative et sociale :

- Un entretien mutualisé pour vérifier la faisabilité ou non du glissement de bail est réalisé avec le ménage.
- Une note est rédigée dans ce sens pour le passage du dossier en commission d'attribution des logements, avec signature du ménage.

b. Orientation vers un dispositif hébergement / logement adapté

Suite à l'évaluation communes des deux travailleurs sociaux (La Croix-Rouge et EKIDOM) des constats de nouvelles difficultés peuvent amener à réorienter le ménage vers un projet hébergement / logement adapté via le SIAO (CHRS, structures ASE, maison relais...)

c. Echec du projet logement relais

A la demande de la personne accueillie (retour avec le conjoint ou départ pour autre projet)

6. LOCATAIRE EN TITRE - VEILLE SOCIALE

Le conseiller social EKIDOM, en lien avec les procédures internes, et l'accompagnateur Croix-Rouge, accompagne la personne dans les démarches liées au changement de statut (sous-locataire vers locataire).

L'accompagnement social s'amenuisera au fil du temps avec des synthèses intermédiaires prévues à 3, 6, 9 et 12 mois... Puis, 24 et 36 mois (suivant constats et besoins).

7. SUIVI ET EVALUATION DE PROJET

Suivi et supervision de l'ensemble des ménages relevant du dispositif, par la mise en place de tableaux de bord spécifiques.



a. Modalités de suivi:

- Contractualisation d'un projet d'accompagnement mutualisé tripartite pour chaque ménage.
- Synthèse
- Renseignement et mise à jour du tableau d'indicateurs

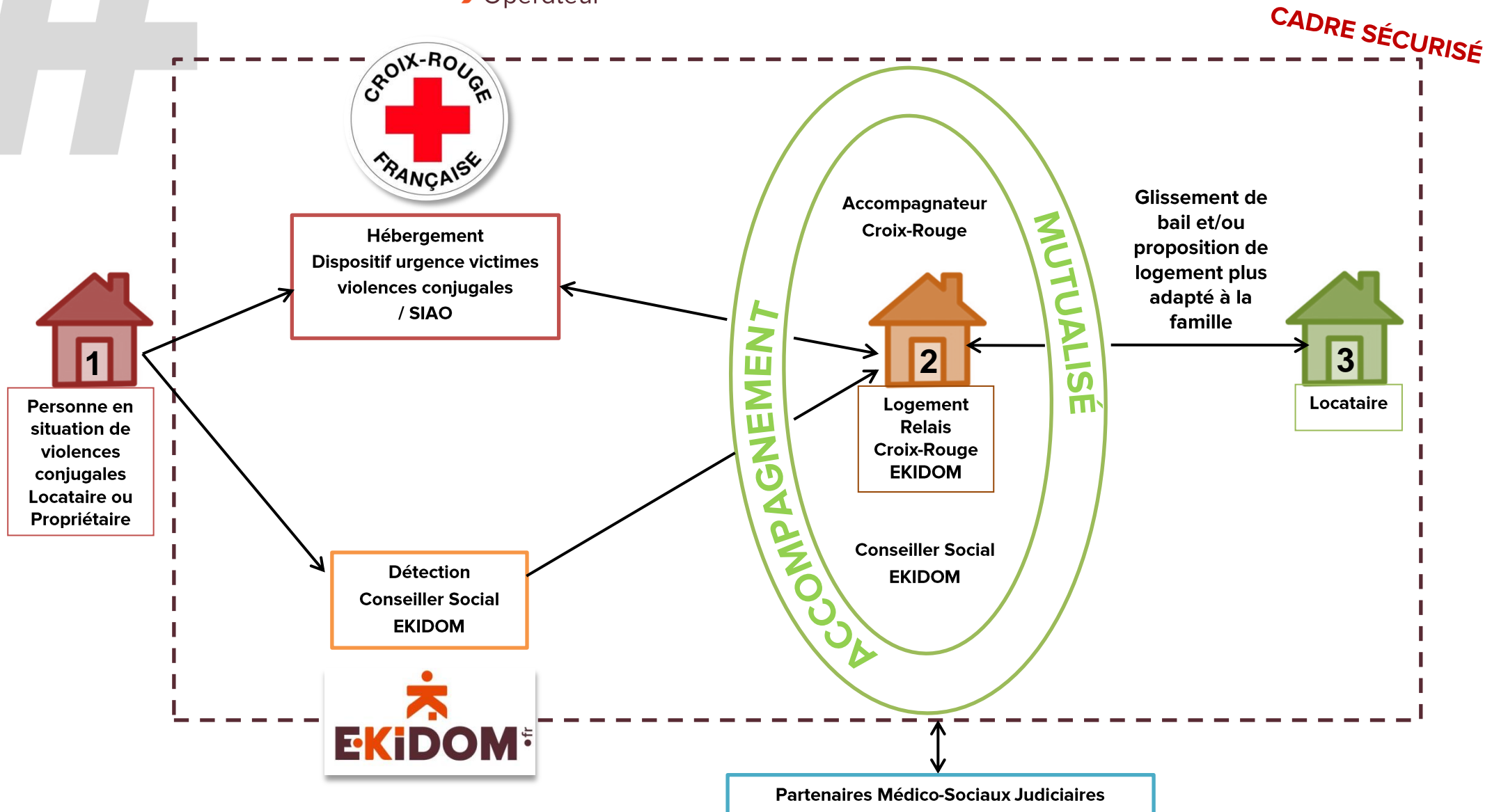
b. Modalités d'évaluation :

- Transmission d'un rapport de situations des travailleurs sociaux opérant dans le contrat d'accompagnement.
- Indicateurs quantitatifs :
 - nombre de ménages adressés
 - nombre de ménages entrés dans le dispositif
 - délai entre la demande et l'entrée effective dans le dispositif
 - nombre de ménages sortis avec motifs et orientation
 - délai entre l'entrée et la sortie du dispositif
 - nombre total de ménages en cours d'accompagnement
 - durée de présence dans le dispositif
 - taux de ménages relogés autonomes (glissement de baux et autres relogements)
 - taux de ménages orientés vers l'hébergement d'insertion
 - taux de ménages partis (de prise en charge)
- Indicateurs qualitatifs :
 - Enquête satisfaction des ménages
 - Difficultés rencontrées
 - Remontée des dispositifs SIAO des instances publiques
 - Evaluation des situations suite aux synthèses 3, 6, 9, 12, 24 et 36 mois

EKIDOM & LA CROIX-ROUGE - LE PROJET LOGEMENT RELAIS

DOUBLE ENTRÉE :  Bailleur
 Opérateur

Mutualisation des compétences par un travail commun.



LOGEMENT RELAIS EKIDOM / CROIX ROUGE

LES MODALITES DE L'ACCOMPAGNEMENT

OBJECTIF DU SUIVI DES MENAGES :

- Aider à l'installation et à l'appropriation de son logement
- Sécuriser « l'habiter »
- Favoriser l'intégration dans l'environnement
- Proposer un logement pérenne et préparer le ménage à sortir du dispositif

MOYENS :

Réaliser régulièrement des visites à domicile (à minima une fois par mois, en adaptant cette fréquence **aux réalités et aux besoins du**

Visite à domicile

La fréquence des rendez-vous sera modulable en fonction des besoins du

Rendez-vous au bureau

A solliciter suivant les besoins et à

Mobilisation des partenaires

Entretiens téléphoniques et courriers

Maintenir le lien avec le ménage et poursuivre les démarches.

synthèses